# SARKOZY-KADHAFI

Du même auteur

Quand le Maroc sera islamiste
(avec Nicolas Beau)
*La Découverte, 2006*

La Régente de Carthage
(avec Nicolas Beau)
*La Découverte, 2009*

Le Roi prédateur
(avec Éric Laurent)
*Seuil, 2012 ; Points, 2012*

*CATHERINE GRACIET*

# SARKOZY-KADHAFI

## Histoire secrète d'une trahison

*ÉDITIONS DU SEUIL*
*25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e^*

ISBN 978-2-02-115533-4

© ÉDITIONS DU SEUIL, SEPTEMBRE 2013

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

*Pour Noé.*

AVANT-PROPOS

# « J'ai été torturé par des Français en Libye »

« Je m'appelle Tahar et j'ai été torturé à l'électricité par des Français à Tripoli. C'était en pleine guerre de Libye. J'ai été arrêté dans la capitale le 19 septembre 2011 à 10 heures du matin alors que je marchais dans le centre-ville. On m'a passé les menottes et mis un sac noir en tissu sur la tête. Ça puait. On m'a emmené en voiture dans un hôtel de luxe en bord de mer, à Gargaresh, Tripoli, un hôtel qui servait de prison.

« Au bout de vingt minutes, j'ai été tabassé à coups de poing, de pied, de crosse de pistolet. Puis, on m'a ramené à mon domicile, dans le quartier Salah Eddine, au centre de Tripoli. Ma maison a été fouillée de fond en comble, saccagée. On[1] m'a volé beaucoup d'argent liquide, une télévision, des ordinateurs Toshiba. Puis, de retour à l'hôtel, j'ai été enfermé dans une chambre pendant soixante-douze heures sans boire ni manger. J'ai de nouveau été tabassé, à coups de ranger cette fois.

« La nuit, vers 2 ou 3 heures du matin, les gardes sortaient les prisonniers sur la plage. On était nombreux : entre quatre cents et cinq cents. Ils nous faisaient ramper et nager sur le sable. Ça les faisait rire, les salauds.

1. Tahar désigne un certain O. comme l'homme qui aurait ordonné son arrestation. Toujours selon Tahar, c'est lui aussi qui, avec ses trois frères, aurait procédé à son interrogatoire. Il aurait en cela été assisté par un certain M. ainsi que par son frère, A.

« Tous les jours, quinze ou seize personnes étaient exécutées, comme ça, froidement, devant tout le monde. J'avais l'impression qu'elles n'étaient pas choisies au hasard.

« Puis les interrogatoires ont débuté, chaque matin, entre 9 et 10 heures, dans une chambre d'hôtel. Ils étaient tantôt menés par des Français, tantôt par des Qataris. Comment je savais qu'ils étaient français ? Parce que je parle le français comme vous pouvez le constater, parce que les gardiens de la prison me l'ont dit et parce qu'ils parlaient en français avec certains gardes. Les Qataris, eux, étaient faciles à reconnaître : ils avaient des pin's aux couleurs du Qatar.

« Côté français, il y avait deux hommes et une femme, qui n'était pas toujours là. Elle était habillée en civil, avait les cheveux noirs, la peau blanche, mesurait environ 1,65 m. C'est elle qui préparait le matériel d'enregistrement : micro, caméra… Ah oui, les interrogatoires étaient filmés. Les deux hommes changeaient. Je veux dire que ce n'étaient pas toujours les mêmes.

« Ceux que j'ai vus étaient habillés en civil et avaient entre 35 et 45 ans. Il y en avait un qui portait souvent des lunettes de soleil et parfois des espadrilles et un jogging. Il avait une croix tatouée sur le pouce. Dans la rue, je l'aurais pris pour un clochard. Au début, les questions étaient générales : Où travailles-tu ? As-tu aidé Kadhafi ? Qui sont les personnes venues aider Kadhafi ? Tu connais Saadi, Seïf el-Islam, Moatassim ou Khamis Kadhafi ? Ce sont les fils du colonel Kadhafi. Un des Français cherchait absolument à savoir qui étaient les étrangers qui descendaient à l'hôtel Corinthia et Bab el-Bahr, à Tripoli.

« Puis les Français ont commencé la torture. À l'électricité et à la matraque électrique. Ils me mettaient pieds nus dans une flaque d'eau et envoyaient le courant. De plus en plus

fort. J'ai été torturé vingt fois à l'électricité. Les Qataris, eux, me faisaient la torture du poulet rôti.

« Français et Qataris posaient les mêmes questions. Si ma réponse divergeait, c'était l'électricité. Les questions sont devenues plus précises de la part des Français : Où les missiles sont-ils stockés ? Où sont les armes chimiques ? On m'a aussi demandé à quels étrangers Kadhafi avait donné de l'argent. J'ai été libéré le 27 octobre 2011, avec obligation de me présenter à un contrôle tous les trois jours. Tu parles ! Le soir même, j'étais en Tunisie. »

C'est justement à Tunis que j'ai rencontré Tahar et recueilli son témoignage. La petite soixantaine vive et alerte, il peine à raconter ce sale visage de la guerre de Libye. Une guerre décidée et voulue par Nicolas Sarkozy, qui a monté la coalition internationale. Et qui s'est officiellement déroulée du 15 février au 23 octobre 2011, se soldant par le lynchage de Mouammar Kadhafi le 20 octobre 2011.

Formé à la dure et kadhafiste convaincu, Tahar reste pudique sur les souffrances endurées pendant les séances de torture. « Si j'ai survécu à ça, alors je survivrai à tout. » En guise d'explication, il glisse une feuille de papier. C'est un certificat médical qu'il a pris soin de faire établir en Tunisie, au cas où il déciderait de porter plainte contre la France. Le verdict est formel : « Des cicatrices de plaies cutanées multiples au niveau du dos et au niveau des faces antérieures des deux jambes. Une hernie inguinale gauche dont l'apparition a coïncidé avec l'agression. »

## Brûlée par des soldats qataris

À Tunis, j'ai également rencontré Zohra Mansour, une intime de Mouammar Kadhafi qu'elle a fidèlement servi pendant plus de trente ans. À l'époque, cette femme à la poignée de main énergique et à la démarche militaire inspirait la crainte au personnel de Bab Azizia, l'ancienne forteresse de Kadhafi à Tripoli… Il faut dire qu'elle était l'une des responsables des amazones, les gardes du corps femmes du colonel dont, hormis certaines réellement entraînées au combat, beaucoup servaient d'esclaves sexuelles au dictateur.

En toute logique, Zohra Mansour préfère parler de ses fonctions diplomatiques officielles au sein du ministère libyen des Affaires étrangères. Plus précisément, elle travaillait au service qui s'occupait de la France, ce qui explique sans doute qu'elle soit francophone et connaisse les coulisses si spéciales des relations entre Paris et Tripoli…

Aujourd'hui, ses yeux sombres, aux aguets, trahissent son angoisse d'être repérée. Il lui faut de longues minutes avant de commencer à raconter son histoire. « C'est que moi, je l'ai bien connu le Guide. Je suis entrée à son service en 1977. Comme garde du corps. La dernière fois que je l'ai vu, c'était le soir du 15 août 2011. » Soit une semaine avant la chute de Tripoli. Au plus fort des combats, Mouammar Kadhafi l'avait envoyée contrôler des stocks de munitions disséminés aux quatre coins de la capitale libyenne.

Elle idolâtre son Guide au point d'en occulter les travers, les bouffées délirantes, son addiction à la cocaïne et, surtout, son obsession pour les femmes. De cela, elle refuse net de parler, arguant qu'il s'agit de « mensonges et d'inventions occidentales ». Pourtant, tard un soir, Zohra me téléphonera, à Paris, pour

me demander de lui ramener, lors d'un prochain voyage en Tunisie, l'ouvrage d'Annick Cojean, *Les Proies*[1].

À travers le témoignage poignant de Soraya, qui raconte comment elle a été enlevée pour être livrée au colonel Kadhafi, qui l'a violée à de multiples reprises, la journaliste du *Monde* relate dans un livre le destin tragique de ces jeunes vierges « ouvertes » par l'ogre Kadhafi.

Zohra préfère, elle, raconter ce que les Qataris, qui étaient présents en nombre sur le sol libyen pendant la guerre, lui ont fait endurer après qu'elle eut été capturée. Son témoignage recèle des zones d'ombres. « J'ai été emprisonnée pendant trois mois, jusqu'au 1er septembre 2011. J'ai été brièvement détenue dans une prison de Tripoli, où j'ai vu des Français, mais emmenée dans une ferme à Misrata. Les Qataris se sont occupés de moi, m'ont brûlée partout avec des cigarettes, battue… Ils dépouillaient les prisonniers de tout ce qu'ils avaient sur eux : argent, bijoux, vêtements… J'ai payé 15 000 dinars tunisiens pour sortir… »

Elle ne s'attarde pas sur les sévices endurés, préférant mettre l'accent sur les biens matériels qu'on lui a volés. Mais son regard et sa tête, qu'elle secoue pour éloigner les images qui resurgissent, en disent long sur ce qu'elle a réellement subi.

Au fur et à mesure de mes rencontres avec Zohra, je découvre qu'elle connaît la France et apprécie Paris. Elle a accompagné Mouammar Kadhafi lorsqu'il est venu dans la capitale française en 2007, invité par Nicolas Sarkozy. Elle a aussi assisté à de discrètes réunions à Tripoli et Paris au sujet de l'avion de chasse Rafale et du nucléaire.

Comme Tahar, comme tous les kadhafistes rencontrés pour

1. *Les Proies* d'Annick Cojean a été publié chez Grasset en 2012.

les besoins de cette enquête, Zohra voue à Nicolas Sarkozy, « ce traître », dit-elle, une haine farouche.

Comment en est-on arrivé là ?

Pourquoi une intime du colonel Kadhafi, que les diplomates français saluaient avec respect, a-t-elle été torturée par la soldatesque qatarie ?

Pourquoi, en 2011, Nicolas Sarkozy a-t-il entrepris de renverser un dictateur devant lequel il avait déroulé le tapis rouge, à Paris, quatre ans plus tôt ?

Pourquoi Tahar aurait-il été torturé à la gégène par des Français ?

Que penser des questions de ses tortionnaires sur l'argent libyen empoché par des « étrangers » ? De celles qui voulaient lui faire dire où se trouvaient Kadhafi et ses fils ? Impossible de ne pas faire le rapprochement avec les soupçons de financement illicite qui pèsent sur la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007.

C'est le cheminement des relations franco-libyennes, de l'arrivée au pouvoir du colonel Kadhafi, en 1969, jusqu'au revirement de Nicolas Sarkozy, en 2011, que ce livre raconte.

Avec un parti pris. Celui de ne pas traiter les différents épisodes de la guerre de Libye proprement dite, pour mieux concentrer l'enquête sur la corruption, les financements politiques, les ventes d'armes et la diplomatie secrète.

Pour les besoins de cette enquête, qui s'est étendue sur huit mois, j'ai rencontré très exactement soixante-douze personnes. Dont certaines que j'ai vues ou auxquelles j'ai parlé plus d'une dizaine de fois. Dans leur très grande majorité, ces sources sont de nationalité française ou libyenne. Parmi elles figurent aussi des Libanais.

Pour ce qui concerne les Libyens, j'ai décidé d'emblée de

m'orienter vers ceux que l'on appelle les kadhafistes. Il faut entendre par là ces hommes et ces femmes qui ont servi le régime du colonel Kadhafi, parfois au plus près du Guide, qui ont combattu, aussi, pendant la guerre. J'ai, en effet, vite acquis la conviction que les nouvelles autorités de Tripoli, ainsi que les anciennes forces du Conseil national de transition (CNT), disposaient somme toute de peu d'informations et encore moins de documents relatifs aux relations franco-libyennes dans ce qu'elles ont de plus secret : la corruption.

Très vite aussi, je me suis heurtée à la réalité de la guerre : nombre de kadhafistes sont décédés et beaucoup ont retourné leur veste. Ceux-ci ne parlent pas ou, pire, vous mettent à l'occasion sur de mauvaises pistes. Sciemment, car leur survie en dépend… Les autres ont fui en Algérie, en Tunisie, en Égypte, au Niger ou en Afrique du Sud. Les plus importants sont ciblés par une notice rouge d'Interpol (avis de recherche international). Les plus rusés sont parvenus à changer d'identité et circulent librement grâce à de faux papiers. Dans ce climat où la paranoïa côtoie la trahison, toute la difficulté a consisté à identifier la bonne filière, c'est-à-dire celle qui mène à ceux qui savent. Notamment pour ce qui concerne l'éventuel financement de la campagne présidentielle de 2007. J'y suis parvenue. Ce qui me permet aujourd'hui de révéler des informations inédites concernant Nicolas Sarkozy et Mouammar Kadhafi.

Du côté des Français, les choses ont été infiniment plus simples. J'ai d'ailleurs été surprise d'essuyer peu de refus d'entretiens, même si certaines personnalités ont préféré s'exprimer sous couvert d'anonymat. Avocats, hauts fonctionnaires, diplomates, agents de renseignement, militaires, politiques de droite comme de gauche, hommes d'affaires, consultants, intermédiaires, industriels, universitaires… Du temps où le colonel Kadhafi régnait en Libye, on n'imagine pas le nombre

de personnes d'influence qui ont fait le voyage de Tripoli – ou qui suivaient à la loupe les dossiers franco-libyens. La plupart d'entre eux n'éprouvent ni remords ni gêne d'avoir gagné de l'argent – et parfois beaucoup d'argent – en travaillant avec le régime du colonel Kadhafi. Pas plus qu'ils ne sont troublés par sa disparition. Une façon d'être, en somme.

# I

# Aux origines du mal

1

# La scène fondatrice

Nous sommes en novembre 1973. Mouammar Kadhafi est au pouvoir depuis quatre ans. Il entame une visite de deux jours en France et loge à l'hôtel Plaza Athénée, avenue Montaigne, à Paris.

Le président Georges Pompidou est déjà très malade – il décédera cinq mois plus tard –, et c'est le Premier ministre, Pierre Messmer, qui est chargé d'accueillir le jeune chef d'État.

Mouammar Kadhafi est attendu à 15 heures à l'hôtel Matignon. Martial de La Fournière, conseiller technique au cabinet du Premier ministre, se tient sur le perron. Il est accompagné de Michel Roussin, alors commandant militaire de l'hôtel Matignon. Les journalistes de l'ORTF patientent dans un coin de la cour. Tout le monde fume en attendant le fougueux colonel.

Mais Kadhafi est en retard…

Martial de La Fournière rejoint son bureau pour passer plusieurs coups de fil. Toujours pas de Kadhafi. L'information tombe bientôt, et c'est la stupeur : Mouammar Kadhafi refuse de se déplacer à Matignon et estime que c'est à Pierre Messmer de se rendre au Plaza Athénée !

Le Premier ministre refuse net. Ce serait l'humiliation. Mais après quinze minutes, l'impensable survient : Pierre Messmer change d'avis et décide de rejoindre Kadhafi.

À Matignon, c'est le branle-bas de combat. Martial de La Fournière hurle dans les étages : « Le Premier accepte d'y aller ! Allez, il faut y aller ! »

Pierre Messmer monte dans sa DS, accompagné de son aide de camp. Les journalistes sont entassés à la va-vite dans trois voitures. Direction, le Plaza !

Le récit de ces événements, je le dois à Jean-François Probst, alors conseiller au service de presse de Matignon. « Toute honte bue, ce jour-là, le Premier ministre a été baiser la babouche du colonel Kadhafi. Messmer l'Africain[1] ! » commente-t-il.

1. Rencontre avec Jean-François Probst, le 9 novembre 2012.

2

# Vite, des armes pour le colonel !

Éric Desmarest a la mémoire des dates et des faits qui ont jalonné sa longue carrière dans la diplomatie, puis le conseil en « affaires sensibles », comme il aime à le dire. Diplômé de l'ENA, promotion Jean Jaurès (1969), gaulliste convaincu, il a notamment été le directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères Jean-Bernard Raimond (mars 1986-mai 1988). Il s'exprime comme on attend qu'un diplomate le fasse : posément, ses mains soignées entourant un genou, prenant le temps d'écouter son interlocuteur. Sa voix est mesurée, ses mots choisis.

Prolixe, Éric Desmarest le devient quand il relate les conditions dans lesquelles il a croisé l'Histoire et ses protagonistes. Il a été servi avec Mouammar Kadhafi qui, on s'en souvient, renversa le roi Idriss Ier le 1er septembre 1969. « J'étais entré au Quai d'Orsay trois mois plus tôt, le 1er juin 1969. C'était à la direction économique. J'étais en charge des affaires d'armement. J'ai eu à m'occuper quasi de suite de la Libye. C'était à la demande du colonel Kadhafi, qui voulait immédiatement des armes et souhaitait prendre ses distances avec les Anglo-Saxons. Mais, à l'époque, nous ne savions rien des Libyens ! Tout juste que Kadhafi avait pour modèle Nasser[1]. »

Éric Desmarest se souvient aussi que le jeune colonel était

1. Entretien avec Éric Desmarest, le 4 décembre 2012.

fasciné par la Révolution française et par Napoléon. Et qu'il savait que le général de Gaulle avait fait preuve d'indépendance dans ses positions concernant la Palestine. « Mais une question majeure de confiance politique se posait », poursuit-il. La période d'essai imposée au colonel Kadhafi par les Français sera toutefois de très courte durée : trois mois. À peine le temps de la réflexion…

C'est en effet dès le mois de décembre 1969, soit moins de quatre-vingt-dix jours après la révolution de Mouammar Kadhafi, que la France conclut un contrat d'armement avec la Libye. Et pas n'importe lequel : cent dix avions de chasse Mirage, qui devaient être livrés avant 1974. « C'est Michel Debré, alors ministre de la Défense, qui a convaincu Georges Pompidou qu'il fallait travailler avec Kadhafi. Je me souviens qu'avec Serge Boisdevaix, alors conseiller diplomatique, nous allions discrètement chercher le commandant Jalloud, le numéro deux libyen, à Orly, pour le mener au ministère de la Défense », raconte Éric Desmarest. « Kadhafi a tout de suite voulu des chasseurs et avait conscience du savoir-faire français en la matière. Suivront, plus tard, douze patrouilleurs fabriqués en Normandie et trente-huit Mirage F1. »

## Le Bourget-Tripoli devient une ligne régulière

Dans les allées du pouvoir parisien, la cause kadhafiste progresse à grande vitesse – la promesse de ce nouvel Eldorado fait naître aussi bien des vocations d'intermédiaires –, comme s'en souvient un autre gaulliste, Jean-François Probst, dont il vient d'être question[1]. Tout au long de sa carrière politique,

1. Jean-François Probst a notamment été secrétaire général du groupe RPR au Sénat auprès de Charles Pasqua, conseiller au cabinet du maire de Paris,

ce spécialiste des arcanes de la Françafrique aura eu le temps d'apprécier les turpitudes de certains caciques du RPR, puis de l'UMP…

Comme Éric Desmarest, il livre volontiers ses souvenirs. Il entame sa carrière au service de presse de Matignon, alors occupé par Pierre Messmer, puis par Jacques Chirac. « Dès 1972, des politiques français commencent à s'enticher de Kadhafi. Certains avaient déjà le nez pétrolier… Il faudra néanmoins attendre 1975 pour que Le Bourget (aviation privée)-Tripoli devienne une ligne régulière[1] », s'exclame-t-il avec cet humour empreint d'un certain cynisme qui le caractérise.

« Puis en mars 1976, Jacques Chirac, alors Premier ministre, se déplace en Libye. Officiellement, on allait y développer le tourisme et les relations bilatérales. Officieusement, on voulait y vendre des armes, du "matériel sensible" comme on dit dans le jargon. On se disait que c'était "pétrole contre armes" », poursuit, sans états d'âme, Jean-François Probst.

Les années soixante-dix sont donc marquées par l'euphorie, pour ce qui concerne les relations entre la France et la Libye. En 1977, 9 % des importations libyennes proviennent de France[2]. Les industriels de l'armement se frottent les mains tant le jeune colonel est avide. « On fabriquait des avions pour les Libyens, on formait leur personnel… C'était des commandes inespérées et les ventes d'armes françaises augmentaient de façon exponentielle grâce à Kadhafi », s'enthousiasme encore Éric Desmarest.

---

Jacques Chirac, directeur de la campagne de Michèle Alliot-Marie pour la présidence du RPR en 1999, et conseiller de Jean Tiberi, maire de la capitale. Il est aujourd'hui consultant international auprès de chefs d'entreprises et de chefs d'État africains.

1. Entretien avec Jean-François Probst, le 9 novembre 2012.
2. « France-Libye : 40 ans de relations tumultueuses », www.vie-publique.fr.

Les relations commerciales entre les deux pays sont alors relativement saines : autrement dit, elles ne sont pas encore noyautées par les intermédiaires qui feront la pluie et le beau temps des années plus tard, sous Nicolas Sarkozy. « Concrètement, Kadhafi parlait avec notre ambassadeur en Libye, Guy Georgy, et lui disait ce qu'il voulait acheter. Guy Georgy a joué un rôle décisif pendant les six années de sa mission en Libye et, par la suite, a gardé la confiance du colonel Kadhafi pendant près de vingt-cinq ans », précise Éric Desmarest.

## Kadhafi met le feu à l'ambassade de France

L'idylle franco-libyenne sera pourtant de courte durée. En janvier 1980, le président tunisien Habib Bourguiba en appelle aux Français après que l'armée libyenne a mené une action contre le gouvernement tunisien à Gafsa. Paris dépêche alors, en Tunisie, des avions de transport, des hélicoptères Puma et des conseillers militaires[1].

La réplique libyenne ne se fait guère attendre. En février 1980, l'ambassade de France à Tripoli est incendiée par des manifestants tandis que le centre culturel de Benghazi est attaqué. Pour marquer sa mauvaise humeur, Paris rappelle son ambassadeur. « Après nous avoir cramé une ambassade, Kadhafi a commencé à jeter de l'huile sur le feu partout en Afrique ! » s'exclame Jean-François Probst.

Les tensions cristallisent autour du conflit qui oppose bientôt la Libye et le Tchad d'Hissène Habré pour le contrôle de la bande d'Aozou, de 1978 à 1987. Pour soutenir le gouvernement tchadien déstabilisé par Kadhafi, la France intervient

1. *Ibid.*

militairement lors des opérations Manta puis Épervier. Par prudence, les Français suspendent les contrats d'armement. En mai 1981, le tout nouveau gouvernement socialiste fait savoir qu'aucun contrat de ce type n'a été signé depuis mai 1979 et que la signature de tout nouveau contrat dépendra du retrait des troupes libyennes du Tchad.

Pourtant, malgré la guerre, la diplomatie reprendra vite le dessus, avec ses jeux d'ombres. Comme le rappelle Jean-François Probst dans une chronique parue en 2007, le président François Mitterrand, « subjugué par la même politique pro-arabe du Quai d'Orsay, cette fois-ci recommandée par le ministre des Relations extérieures Claude Cheysson et par ses conseillers Roland Dumas, Jacques Attali et Hubert Védrine, rencontra Kadhafi en 1982 et lui serra la main à Chypre. Quelque temps plus tard, le jeune Premier ministre Fabius s'offusquait que le président Mitterrand ose recevoir le dictateur polonais, sous l'emprise, lui, de l'URSS, l'homme aux lunettes noires, comme Kadhafi aujourd'hui, le sinistre Jaruzelski[1] ».

## La Libye devient un État terroriste

En 1986, Kadhafi devient incontrôlable et fait basculer son pays dans le terrorisme d'État. Trois attentats majeurs contre des intérêts occidentaux sont attribués à la Libye.

Le premier survient le 5 avril 1986 à la discothèque La Belle, à Berlin-Ouest. Cet établissement est notoirement fréquenté par des soldats des Nations unies. Trois personnes sont tuées et 230 autres blessées, parmi lesquelles 79 Américains.

1. Jean-François Probst, « Rama est maussade mais raisonnable », *Marianne*, 12 décembre 2007.

La deuxième attaque frappe, le 21 décembre 1988, le vol 103 de la Pan Am, qui assure la liaison Londres-New York. L'avion explose au-dessus du village de Lockerbie, en Écosse, et 270 personnes trouvent la mort.

La troisième attaque touche la France et vise un DC10 de la compagnie UTA. Le 19 septembre 1989, le vol UT-772, qui relie Brazzaville à Paris avec une escale à N'Djamena, au Tchad, explose en plein vol au-dessus du désert du Ténéré, au Niger, tuant 170 passagers et membres d'équipage.

« Nous avons enfin compris que Kadhafi était une personne fantasque, grisée par les moyens que lui donnait le pétrole et animé d'un messianisme visant à changer le monde. » Le verdict d'Éric Desmarest, qui avait quitté ses fonctions de directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères un an avant l'attentat contre le DC10, est sans appel. Pour autant, Paris choisit de ne pas couper tous les ponts avec le colonel Kadhafi. Contrairement aux États-Unis, alors présidés par Ronald Reagan.

En représailles à l'attentat commis contre la discothèque La Belle, le président américain décide en effet de bombarder Tripoli et Benghazi le 15 avril 1986. Quarante et un civils libyens sont tués, dont la fille adoptive de Kadhafi, et près de deux mille personnes sont blessées.

Bien que directement visée par une attaque terroriste, la France n'a pas autorisé les bombardiers américains à survoler son territoire. Une trahison aux yeux de Washington, qu'Éric Desmarest, alors au Quai d'Orsay, explique en ces termes : « Les Américains n'avaient pas de mandat de l'ONU et l'on considérait qu'il s'agissait d'une opération illégale du point de vue du droit international. Ni plus ni moins. Les Espagnols, non plus, n'ont pas accordé le survol de leur territoire. » La nuit du bombardement américain, on n'en suivra pas moins, au Quai, le déroulé minute par minute.